



© Global Justice Now

 SOCIÉTÉ

Reprendre le contrôle de l'alimentation : vers une démocratie alimentaire

> Zoé MAUS (*)

La crise sanitaire a montré la fragilité de nos systèmes de santé, mais aussi celle d'un système économique mondial interconnecté, aux « chaînes d'approvisionnement » peu résilientes. Elle a aussi mis en évidence l'urgence de repenser nos systèmes alimentaires pour qu'ils soient à même de produire une alimentation de qualité pour toutes et tous et qu'ils soient respectueux à la fois des travailleurs et travailleuses et de l'environnement. Presque deux ans après le début de la crise, où en est-on dans la mise en œuvre d'une véritable démocratie alimentaire ? La sécurité sociale de l'alimentation est-elle une piste à creuser pour l'atteindre ?

Il est dorénavant indéniable que notre mode de vie et l'accaparement des surfaces au détriment des autres espèces vivantes ont un impact sur l'environnement, provoquant ainsi des zoonoses plus fréquentes¹. Par ailleurs, le confinement d'une grande partie de la population, la fermeture des frontières et les restrictions des déplacements, tant des travailleurs et des travailleuses que des marchandises ont montré notre dépendance à une agriculture et une production alimentaire mondialisée d'une part, et à un système agro-alimentaire industriel d'autre part².

La crise sanitaire à laquelle la planète entière a été confrontée (et est toujours

confrontée) a également mis en évidence l'importance d'avoir des systèmes collectifs de protection sociale, que ce soit pour les soins de santé, le soutien financier en cas de chômage ou l'aide alimentaire pour les plus démunies, mais aussi l'urgence de repenser notre alimentation et le système alimentaire dans sa globalité.

Cela fait de nombreuses années que l'on fait ce constat de l'incapacité du modèle agricole dominant à assurer ses missions les plus essentielles (nourrir convenablement les populations, maintenir les écosystèmes vivants et des métiers rémunérateurs). Avant même la pandémie, Hilal Elver, rapporteuse spéciale des Nations Unies pour

l'alimentation, dénonçait un système agricole industriel mondialisé qui, selon elle, « présentait de sérieux défauts. Il entraîne pertes et gaspillages alimentaires, maltraitance animale, émissions de gaz à effet de serre, pollution des écosystèmes, déplacements et exploitation des travailleurs dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, et perturbation du fonctionnement des communautés agricoles traditionnelles. En bref, les droits fondamentaux des acteurs du système alimentaire, notamment les travailleurs agricoles, les petits exploitants et les consommateurs, sont souvent bafoués ou violés »³. En parlant ici de système alimentaire, elle met en évidence



L'alimentation doit être conçue comme un système complet.

l'importance de l'approche systémique lorsqu'on aborde cette question.

L'alimentation doit être conçue comme un système complet comportant quatre types d'activités : la production agricole et paysanne, la transformation (qu'elle soit au niveau local ou plus macro), la distribution (aujourd'hui aux mains des multinationales, mais qui est également assurée par les circuits courts) et la consommation (avec les consommateurs et consommatrices en bout de chaîne). Mais l'alimentation doit être aussi composée d'une multitude d'acteurs et actrices qui chacun et chacune ont leur rôle à jouer dans la mise en place d'un système durable et démocratique : S'il est indispensable d'avoir cette vision systémique lorsqu'on parle d'alimentation, les constats faits durant ces dernières années ne sont pas réjouissants.

Une privatisation de la gouvernance mondiale

Depuis quelques années, une tendance lourde se dessine : celle de voir les ac-

teurs privés suppléer les États dans les négociations qui se tiennent au niveau international et l'augmentation de leur poids dans les prises de décisions concernant l'alimentation et les systèmes alimentaires. Cette influence croissante se marque également au niveau de la perception publique des problèmes liés à l'alimentation, impactant les solutions proposées pour y remédier, solutions qui n'évacuent pas les conflits d'intérêts,

« Une tendance lourde se dessine : on voit les acteurs privés suppléer les États dans les négociations internationales. »

comme en témoigne le récent Sommet des Nations Unies sur les Systèmes alimentaires (UNFSS).

Celui-ci, organisé à l'automne dernier, mettait beaucoup d'espoir dans le fait de déboucher sur de nouvelles perspectives par rapport à la transformation des systèmes alimentaires, et notamment l'atteinte de « l'objectif de faim zéro ». Il s'agit là du deuxième objectif du développement durable qui prévoit, à l'horizon 2030, « d'éradiquer la faim et

la malnutrition en garantissant l'accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante pour tous et appelle à la mise en place de systèmes de production alimentaire et de pratiques agricoles durables et résilientes »⁴.

Fort de ces bonnes intentions, le UNFSS a cependant fait l'objet de vives critiques provenant des mouvements paysans, mais aussi de la société civile, qui dénonçaient la mainmise des acteurs

de l'agrobusiness sur les instances de gouvernances des systèmes alimentaires mondiaux⁵. En particulier était dénoncé le pouvoir des entreprises dans les orientations prises dès les travaux préparatoires, mais aussi la nomination à des postes clés de personnes ayant des liens étroits non seulement avec le secteur privé, mais aussi, dans le passé, avec des initiatives comme l'AGRA (Alliance pour une Révolution verte en Afrique), initiative financée entre autres

par la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller et qui avait pour objectif ambitieux de doubler les revenus et les rendements des petits exploitants agricoles en Afrique, notamment grâce à des solutions technologiques propriétaires⁶ et des partenariats accordant des accès préférentiels aux multinationales.

Malgré les espoirs, force est de constater que les résultats de l'AGRA ne sont pas à la hauteur. Au contraire, on observe une détérioration de la sécurité alimentaire et de l'endettement des producteurs participants, ainsi que la destruction des sols. L'autre problème, mis en avant par les acteurs de la société civile⁷ est le fait que ces partenariats avec des entreprises privées, peu transparents et sans procédures claires, mettent à mal les instances démocratiques et participatives existantes, comme le Comité des Nations Unies sur la Sécurité alimentaire mondiale (CSA), en faisant fi de ce qui a déjà été mis en place pour proposer des solutions.

L'un des dangers majeurs de cette incursion privée dans les systèmes alimentaires mondiaux est de proposer des solutions qui loin de bénéficier au plus grand nombre et de contribuer à une agriculture durable et locale, basée sur des droits humains et l'intérêt public, renforcent au contraire une agriculture mondialisée basée sur l'innovation technologique et le profit.

Financiarisation de l'agriculture et de l'alimentaire

Parallèlement, cette façon d'envisager la gouvernance mondiale des systèmes alimentaires renforce la financiarisation des terres et de la nature. En effet, pour ces acteurs privés, l'alimentation n'est pas vue comme un « bien commun », mais plutôt comme un « actif financier », qu'il convient de faire fructifier au maximum, en ne tenant pas compte de l'humain derrière la production.

Les terres sont ainsi de plus en plus détenues par des acteurs financiers, comme des fonds de pension, qui ne reculent ni devant les hectares de déforestation ni devant la destruction de la

biodiversité pour rémunérer leurs actionnaires. On ne compte malheureusement plus les populations agricoles expulsées de leurs terres par des multinationales ou qui ont vu leurs écosystèmes détruits par la pollution, les incendies ou les dégâts causés par une exploitation intensive des terres.

Ce phénomène de financiarisation s'est développé depuis les crises de 2008-2009, et affecte de plus en plus de secteurs de notre vie qui font l'objet d'une financiarisation et d'une capitalisation

« La dérive technologique de l'agriculture transforme les paysan·nes en simple opérateur·rices de machines. »

croissante, que ce soit par les fusions entre grandes multinationales et conglomérats, la spéculation sur les matières premières agricoles ou l'accaparement des terres et la concentration de celles-ci aux mains de quelques sociétés.

Cela a un impact direct sur les agriculteurs et agricultrices et les paysans et paysannes qui partout sont soumis-es à des conditions de vie et de travail déplorables. Souvent obligé-es de louer leurs terres ou d'acheter des droits d'exploitation aux sociétés qui les détiennent, ils et elles doivent dans de nombreux cas s'endetter lourdement pour pouvoir continuer leurs activités, que ce soit pour les terres et les machines⁸.

Le rapport avec ces grands propriétaires est par ailleurs souvent empreint de violence et de répression. La dérive technologique de l'agriculture, sa numérisation et la robotisation de larges pans de celle-ci transforme les paysan·nes en simple opérateur·rices de machines s'endettant à mesure qu'il·elles doivent s'intégrer dans un système de plus en plus géré par des algorithmes et défini par ceux qui détiennent la technologie et sont capables d'acheter les récoltes à l'avance.

Alors que le discours fait croire que ce système d'agriculture soi-disant intelligente est la solution d'avenir dans laquelle les paysan·nes doivent absolument s'insérer sous peine d'être défini-

tivement hors-jeu, il s'agit d'une vision parcellaire qui ne tient pas compte des interactions entre les paysan·nes et leur environnement, et se borne à concevoir tout vivant, humain ou non, comme un élément exploitable.

Or, comme le soulignent les membres de Fabrik Paysanne, cette agriculture « intelligente » ne crée que du travail précaire, que ce soit à la ferme ou à l'usine, et de la dépendance structurelle (aux machines) et financière (aux banques). Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que,

en Afrique, en Amérique latine ou en Europe, de nombreux·se agriculteur·rices en viennent à se suicider, ou du moins à quitter le secteur agricole parce qu'il·elles ont le couteau sous la gorge.

Par ailleurs, ce système produit également des aliments de piètre qualité néfastes pour la santé. L'avènement des aliments ultra-transformés (près de 62 % moins chers que les aliments frais et qui sont donc consommés principalement par les plus pauvres) est concomitant de l'explosion mondiale des maladies chroniques et de la baisse, puis la stagnation de l'espérance de vie en bonne santé. On le voit, ce système n'est tenable ni pour les producteur·rices ni pour les consommateur·rices à l'autre bout de la chaîne.

Vers une réelle démocratie alimentaire

Cet état des lieux montre l'importance et l'urgence de repenser complètement notre système alimentaire, de la production à la consommation en passant par la transformation et la distribution.

Une note commune d'IPES-Food et de l'ETC Group (2021) a essayé d'imaginer ce que pourraient être les systèmes alimentaires à l'horizon 2045⁹, en imaginant deux scénarios. Le premier est un scénario dans lequel rien ne changerait et où l'on maintiendrait « le statu quo agro-

Pour une sécurité sociale de l'alimentation

Depuis quelques années, on voit çà et là émerger une idée qui peut susciter au premier abord une certaine réticence, voire un rejet total, mais mérite qu'on y jette un œil attentif : la sécurité sociale de l'alimentation.

Face à la marchandisation de l'alimentation et à la difficulté croissante pour un certain nombre de personnes de se nourrir, entraînant l'explosion du recours à l'aide alimentaire, de nombreux acteurs, paysan-nes, actif-ves dans l'aide alimentaire ou simples consommateur-rices conscientisé-es mettent en avant le fait que l'alimentation ne peut plus être laissée aux seules forces du marché. Au contraire, il faut se concentrer sur le renforcement des chaînes alimentaires et marchés locaux, à même de fournir un revenu aux producteur-rices et de nourrir la majorité de la population mondiale avec une alimentation saine, diversifiée et adaptée aux conditions locales, tout en respectant la nature.

L'extension (du principe) de la sécurité sociale à l'alimentation permettrait, dans une certaine mesure, de

sortir ce secteur d'un fonctionnement marchand et de « contribuer à modifier profondément le mode de production alimentaire actuel et éliminer les atteintes qu'il porte à notre environnement ». Cette proposition, émanant du Réseau Salarial, de l'Association Agricultures et Souveraineté alimentaire d'Ingénieurs sans Frontières (ISF-Agrista), de la Confédération paysanne et du réseau des AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), considère nécessaire que chacun puisse passer du statut « d'être de besoin » (par exemple d'aide alimentaire) à celui « d'être de droit » (le droit à choisir et avoir accès à une alimentation de qualité).

Basée sur les principes clés de la sécurité sociale (unicité, universalité, solidarité et gestion démocratique), sur un système de conventionnement et gérée selon des critères fixés collectivement par les citoyens-travailleurs, la sécurité sociale de l'alimentation serait financée par des cotisations sociales (assises sur la valeur ajoutée de toutes les entreprises ou par l'aug-

mentation des salaires en « monnaie marquée », somme ne pouvant être échangée que contre des prestations conventionnées comme l'explique Bernard Friot). La gestion participative et citoyenne du système permet de redonner aux acteur-rices du système alimentaire la puissance d'agir afin de « façonner démocratiquement les normes et interactions régissant les échanges au sein du système alimentaire sur leur territoire ».

À l'heure où notre sécurité sociale nécessite d'être défendue, cette proposition peut aider à imaginer d'autres possibles et d'autres façons d'envisager certains enjeux actuels. En effet, cette « mise en sécurité sociale » pourrait être étendue à d'autres secteurs, également aux mains du secteur marchand, comme le logement, la mobilité ou l'eau et l'énergie (autant de secteurs qui plombent actuellement le budget des ménages, au détriment notamment d'une alimentation de qualité), mettant du commun dans ces secteurs et dans nos combats.

industriel» (avec les caractéristiques que l'on a mentionnées ci-dessus). Le deuxième est basé sur la souveraineté alimentaire¹⁰, et se développe en quatre axes : développement des systèmes alimentaires diversifiés agroécologiques et éthiques, transformation des structures de gouvernance des systèmes multilatéraux, réorientation des flux financiers vers des systèmes alimentaires durables, et amélioration de l'action en réseau de la société civile.

Attachons-nous à ce dernier axe, qui met en avant les solidarités d'en bas et ouvre la porte aux notions de démocratie alimentaire et justice sociale. En donnant à l'agriculture paysanne, à la société civile et aux mouvements sociaux

l'initiative et le contrôle sur les systèmes alimentaires, le plus grand nombre pourrait accéder au droit à l'alimentation tel que défini par Olivier de Schutter comme ceci : « C'est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur. »¹¹

Ce droit à l'alimentation est le premier pilier de la démocratie alimentaire, décrite par Tim Lang dans les années 1990

et dans laquelle citoyen-nes, paysan-nes, transformateur-rices, distributeur-rices, consommateur-rices jouent un rôle dans le choix des modes de productions agricoles et des façons les plus appropriées de garantir un accès à la nourriture pour tous et toutes. En reconnectant l'agriculture (la production) et l'alimentation (la consommation), le concept de démocratie alimentaire « permet à tous les citoyens d'avoir accès à une alimentation décente abordable et bénéfique pour la santé, cultivée dans des conditions dans lesquelles ils peuvent avoir confiance » nous dit Tim Lang.

Dominique Paturol et Patrice N'Diaye¹² le complètent en insistant sur le fait que la démocratie alimentaire ne

peut être actionnée que si l'on fait la synthèse de trois approches. Premièrement, le système alimentaire doit être pensé à l'échelle des territoires, en sortant d'une approche parcellaire où les responsabilités sont éclatées entre différentes « tutelles » (l'agriculture, l'éducation, la cohésion sociale ou la santé, etc.) qui ne voient la question qu'à partir de leur seul point de vue et avec des réglementations différentes. Cet éclatement et l'isolement des acteurs rendent difficile de considérer l'alimentation comme une question de premier plan et entraînent un rapport de force défavorable avec les acteurs privés et l'agro-alimentaire industriel.

La deuxième approche indispensable est l'intégration des multiples fonctions de l'alimentation dans la réflexion. En effet, la fonction de l'alimentation n'est pas seulement biologique (remplir les ventres), mais elle est également sociale (être ensemble et se reconnaître dans une égale « citoyenneté alimentaire »), identitaire (liée à l'appartenance à une famille, une culture, une communauté, etc.) et « hédonique » (se faire plaisir en mangeant).

Enfin, la démocratie alimentaire doit prendre en compte la diversité des mo-

dèles alimentaires (ce qu'on mange et comment) et les différentes dimensions culturelles et sociales qui y sont liées. Ces dimensions englobent la diversité culturelle, mais prennent également en compte les questions de justice sociale. La nourriture est (et a toujours été) un marqueur social, et la manière de s'alimenter est le reflet d'une stratification sociale, des ressources disponibles, et des capitaux (économique et culturels) permettant de s'alimenter correctement.

Allier ces trois approches permet de ré-envisager une gestion des systèmes alimentaires qui pense l'alimentation comme un commun, c'est à dire, comme l'explique Jean-Marc Louvin : « [Penser les communs], c'est les penser comme des systèmes socio-écologiques formés d'une ou plusieurs ressources (matérielles ou immatérielles), d'une communauté et d'un ensemble de règles que la communauté se donne à elle-même pour gérer la ressource en commun. »¹³ Penser l'alimentation comme un commun est en effet l'une des meilleures façons de la sortir des mains d'un système capitaliste destructeur. #

(*) Permanente CIEP et coordination du groupe de travail international du MOC.

La démocratie alimentaire doit prendre en compte la diversité des modèles.



1. A. TRIGALET, « La crise écologique crée-t-elle la crise sanitaire ? », *Démocratie*, novembre 2021.

2. L'exemple de la pénurie de farine et d'œufs constatée lors des premiers moments du confinement montre bien les nœuds du problème : il y avait pénurie pour les consommateur-rices, c'est parce que le conditionnement des matières premières en petit format était défaillant suite à la volonté de l'Allemagne, productrice de sachets, de réserver ceux-ci à son marché intérieur. Cet exemple montre les limites d'une chaîne de logistique à flux tendu et l'interdépendance entre les différents acteurs ainsi que les limites d'un « patriotisme alimentaire ».

3. H. ELVER, *Réflexion analytique sur les systèmes alimentaires, les crises alimentaires et l'avenir du droit à l'alimentation*, New-York : Nations Unies - Conseil des droits de l'homme, 2020.

4. Voir les Objectifs de Développement durable (ODD) : <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/odd2-eliminer-la-faim-assurer-la-securite-alimentaire-ameliorer-la-nutrition-et>

5. Voir à ce propos : FIAN Belgium, *Réenchanter la souveraineté alimentaire. Face aux nouvelles menaces de l'agro-business, réinventer la lutte*, Bruxelles, 2021.

6. Les technologies propriétaires étant comprises comme celles qui ne sont pas libres d'accès, à l'instar des logiciels libres/propriétaires.

7. L. DELCOURT, « Quels systèmes alimentaires... demain ? » in CETRI, « Un système alimentaire à transformer », *Alternatives Sud*, n° 4, 2021

8. L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines*, Paris, Éditions du Seuil, 2021.

9. IPES-Food & ETC Group, *Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable : Comment transformer nos systèmes alimentaires d'ici 2045*, 2021, http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/LFMEExecSummaryFR.pdf

10. La souveraineté alimentaire est un concept multidimensionnel (alliant social, économie, politique, et environnement) représentant la possibilité pour une population de maîtriser les choix essentiels qui lui permettent d'assurer sa sécurité alimentaire. Il a été forgé il y a 25 ans, par Via Campesina, organisation née de la volonté des mouvements paysans de faire entendre leur voix face au rouleau compresseur de la mondialisation et ses acteurs, comme l'Organisation mondiale du Commerce.

11. O. DE SCHUTTER, *Le droit à une alimentation adéquate : les liens entre agriculture, alimentation et santé*, Rapport présenté à la 19^e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, 2012 (en ligne) www.srfood.org/fr/rapports-officiels.

12. D. PATUROL & P. NDIAYE, *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*, Nîmes, Champs social Éditions, 2020.

13. J.-M. LOUVIN, « Comment, pourquoi et pour quoi penser l'alimentation comme commun ? » in *Beet the system, Réenchanter la souveraineté alimentaire*, FIAN Belgium, 2022.

Pour en savoir plus sur la sécurité sociale de l'alimentation :

Petersell Laura et Certenais Kevin : *Régime général, Pour une sécurité sociale de l'alimentation*, Riot Éditions, Collection : *Travailler le travail*, 2022.

Sécurité sociale de l'alimentation, *Encore des patates !? Pour une sécurité sociale de l'alimentation*, 2021.